



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex



Membre du réseau international
RSM
26 Rue Cambacérés
75008 Paris

Les Mousquetaires S.A.S.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023
Les Mousquetaires S.A.S.
24 Rue Auguste Chabrières - 75015 Paris



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex



Membre du réseau international
RSM
26 Rue Cambacérés
75008 Paris

Les Mousquetaires S.A.S.

24 Rue Auguste Chabrières - 75015 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée générale de la société Les Mousquetaires S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Les Mousquetaires S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Le paragraphe « 5 – Immobilisations incorporelles » de la note « Principes comptables » et la note « 2 - Ecart de Première Consolidation » de l'annexe des comptes consolidés exposent notamment les méthodes comptables relatives à la détermination des écarts d'acquisition, dont le montant net figurant au bilan du 31 décembre 2023 s'établit à 554 919 milliers d'euros.

Le paragraphe « 6 – Immobilisations corporelles » de la note « Principes comptables » et la note « 3 - Immobilisations corporelles » de l'annexe des comptes consolidés exposent notamment les méthodes comptables relatives aux immobilisations corporelles, dont le montant net figurant au bilan du 31 décembre 2023 s'établit à 3 944 389 milliers d'euros.

Le paragraphe « 10 – Provisions pour risques et charges » de la note « Principes comptables » de l'annexe des comptes consolidés décrit les modalités de constitution des provisions destinées à couvrir les risques auxquels le groupe est exposé.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes consolidés et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris La Défense, le 26 avril 2024

KPMG S.A.

Jean-Charles Simon
Associé

Paris, le 26 avril 2024

RSM Paris



Paul-Evariste Vaillant
Associé



Société Les Mousquetaires

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

AU 31 DECEMBRE 2023

	Page
A - ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	
Bilan	4
Compte de résultat	5
Variation de la situation nette	6
Tableau de flux de trésorerie	7
B - NOTE AUX ETATS FINANCIERS	8 - 15
Annexes au Bilan	16 - 29
Annexes au compte de résultat	30 - 34
Autres informations	35 - 38
Périmètre	39 - 43

A -

Etats Financiers
Consolidés

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2023

(en milliers d'euros)

ACTIF	Notes	2023	2022
Immobilisations incorporelles	1-2	1 213 233	941 692
Dont écarts d'acquisition	2	554 919	340 716
Immobilisations corporelles	3	3 944 389	3 769 456
Immobilisations financières	4	883 338	471 579
Titres mis en équivalence	5	106 750	107 197
ACTIF IMMOBILISE		6 147 710	5 289 924
Valeurs d'exploitation	6	2 309 596	2 238 377
Créances d'exploitation	7	3 961 438	3 295 674
Autres créances	8	326 534	484 603
Trésorerie	9	1 310 778	1 431 692
ACTIF CIRCULANT		7 908 347	7 450 346
TOTAL ACTIF		14 056 056	12 740 270
PASSIF	Notes	2023	2022
Capital		419 951	449 999
Réserves consolidées - Part du groupe		2 417 804	2 365 452
Résultat - Part du groupe		76 782	55 364
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE		2 914 537	2 870 815
Intérêts minoritaires	10	179 507	165 804
CAPITAUX PROPRES		3 094 044	3 036 619
Provisions pour risques et charges	11	733 621	673 846
Dettes financières	12-13	4 043 561	3 359 452
Dettes d'exploitation	14	5 691 965	5 161 103
Autres dettes	15-16	492 866	509 250
DETTES		10 228 391	9 029 805
TOTAL PASSIF		14 056 056	12 740 270

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2023

(en milliers d'euros)

	Notes	2023	2022
Chiffre d'affaires	18	41 093 360	36 700 388
Autres produits d'exploitation	17-19	402 283	1 233 774
Achats consommés		(29 769 954)	(27 212 576)
Charges de personnel	21	(1 490 736)	(1 325 103)
Autres charges d'exploitation	20	(4 210 772)	(3 675 211)
Impôts et taxes	22	(4 733 371)	(4 675 397)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	17	(830 608)	(746 404)
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT EC. D'ACQUISITION	17	460 202	299 470
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		(100 808)	(73 059)
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES ECARTS D'ACQUISITION		359 393	226 412
Produits et charges financiers	23	(169 749)	(88 333)
Produits et charges exceptionnels	24	(24 565)	(41 326)
Impôts sur les résultats	25	(80 873)	(43 435)
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		84 207	53 318
Quote-Part de résultat des entités mises en équivalence		5 491	4 877
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		89 698	58 195
Intérêts minoritaires		(12 916)	(2 831)
RESULTAT NET PART DU GROUPE		76 782	55 364

VARIATION DE LA SITUATION NETTE

(en milliers d'euros)

Part du groupe après affectation des résultats	Capital	Réserves consolidées	Capitaux propres groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Au 31 Décembre 2020	440 145	2 312 297	2 752 442	164 181	2 916 623
Résultat Net 2021	-	66 001	66 001	1 248	67 249
Souscription aux augmentations de capital	372	(118)	254	(0)	254
Distribution de l'exercice	-	(13 545)	(13 545)	(4 074)	(17 620)
Variation de l'écart de conversion	-	283	283	(69)	214
Règlement ANC 2020-01 (1)	-	8 156	8 156	447	8 603
Variation de périmètre	-	-	-	(3 098)	(3 098)
Au 31 Décembre 2021	440 517	2 373 073	2 813 590	158 636	2 972 226
Résultat Net 2022		55 364	55 364	2 831	58 195
Souscription aux augmentations de capital	9 482	2 080	11 562	3 944	15 506
Distribution de l'exercice	-	(14 805)	(14 805)	(1 336)	(16 141)
Variation de l'écart de conversion	-	(121)	(121)	(186)	(308)
Règlement ANC 2020-01 (2)	-	5 225	5 225	442	5 667
Variation de périmètre	-	-	-	1 474	1 474
Au 31 Décembre 2022	449 999	2 420 817	2 870 815	165 804	3 036 619
Résultat Net 2023		76 782	76 782	12 916	89 698
Souscription aux augmentations de capital	(30 048)	(6 303)	(36 350)	4 562	(31 789)
Distribution de l'exercice		-	-	(5 264)	(5 264)
Variation de l'écart de conversion		3 291	3 291	1 249	4 539
Variation de périmètre			-	240	240
Au 31 Décembre 2023	419 951	2 494 586	2 914 537	179 507	3 094 045

(1) Annulation des retraitements des frais de développement et des écarts de change.

(2) Annulation du reclassement des subventions d'investissement en produits constatés d'avance et passage en capitaux propres de l'antériorité pour un montant brut de 7 556 milliers d'euros à minorer de l'impôt différé.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)

		2023	2022
Résultat net total des sociétés consolidées		89 698	58 195
<i>Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :</i>			
Elimination des amortissements et provisions		565 380	458 257
Elimination de la variation des impôts différés		(14 180)	(4 052)
Elimination des plus ou moins values de cession		26 854	(41 350)
Elimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence		(5 491)	(4 877)
Marge brute d'autofinancement		662 260	466 174
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		7 985	6 135
Incidence de la variation du BFR lié à l'activité		(44 488)	(134 638)
Flux net généré par (affecté à) l'activité	(A)	625 757	337 671
Acquisitions d'immobilisations		(1 144 806)	(727 712)
Cessions d'immobilisations		200 529	235 871
Variation des autres immobilisations financières		(112 639)	39 811
Incidence des variations de périmètre		(219 970)	(5 980)
Flux net provenant des (affecté aux) investissements	(B)	(1 276 886)	(458 010)
Dividendes versés		0	(14 805)
Dividendes versés aux minoritaires		(5 244)	(1 355)
Augmentation (réduction) de capital		(18 784)	39 751
Emissions d'emprunts		995 232	240 197
Remboursements d'emprunts		(457 150)	(286 216)
Flux net provenant du (affecté au) financement	(C)	514 054	(22 427)
Incidence de la variation des taux de change	(D)	6 059	(1 004)
Changement de présentation dans les postes de trésorerie	(E)	(298)	0
Variation de trésorerie	(A)+(B)+(C)+(D)+(E)	(131 314)	(143 769)
Trésorerie d'ouverture		1 216 798	1 360 567
Trésorerie de clôture		1 085 483	1 216 798
Variation de trésorerie		(131 314)	(143 769)

B -

**Note aux états
financiers**

PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers individuels des sociétés du Groupe sont établis selon les principes comptables en vigueur en France. Les états financiers du Groupe sont établis conformément aux règles de consolidation énoncées par le Règlement ANC 2020-01.

A l'exception des sociétés SAS du Venay, Champagne Mansard, SCI St Joseph et SCI Chemin du Temps Perdu, l'ensemble des sociétés arrête ses comptes au 31 décembre.

1 - Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe et un tiers exercent un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

2 - Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2023, le périmètre du groupe se répartit de la façon suivante :

- 214 sociétés sont consolidées par intégration globale (217 au 31 décembre 2022).
- 8 sociétés sont intégrées proportionnellement (7 au 31 décembre 2022)
- 6 sociétés sont mises en équivalence (6 au 31 décembre 2022)

Les principales modifications du périmètre de consolidation sont les suivantes :

* Sorties imputables à des restructurations juridiques (transmissions universelles de patrimoine, fusions, liquidation...) :

- Promex
- Ateliers de Saint Valentin
- Air ITM
- Moisenay-Morin
- Corsu Fieru
- Les Cyprès (SCI)
- La Poulasse (SCI)
- Gislyne
- Alterimmo investimentos e imobiliário, s.a
- Imoalcanena sociedade imobiliária, s.a.
- Scafruits Belgique
- Intercontessa
- MGI Sklad Bugolwlany Srem SP Z.O.O

* Sorties imputables à la cession des titres :

- American Car Wash Developpement SARL

* Entrées imputables à des créations ou à des acquisitions de sociétés immobilières :

- HM (SCI)
- Athanase
- Du Bois (SCI)
- Her
- Lehtarie

* Entrées imputables à des créations ou à des acquisitions de sociétés non immobilières :

- Altrion
- ErePET
- Intercement Reinsurance
- Vertumnus
- Mestdagh
- Superlog
- Delinter

Les sociétés détenues temporairement (points de vente) ou dans lesquelles les droits du groupe ne confèrent pas de pouvoir financier (nue-propriété) sont exclues du périmètre de consolidation. Il en est de même pour les sociétés dont l'activité est jugée non significative.

Sauf indisponibilité des informations nécessaires à la consolidation, les sociétés immobilières du Groupe entrent dans le périmètre de consolidation dès lors qu'elles dépassent l'un des seuils suivants :

- valeur comptable du patrimoine supérieure à 2 millions d'euros
- valeur comptable des titres de participation supérieure à 2 millions d'euros

3 - Méthode de conversion

Pour les sociétés étrangères, les postes du compte de résultat exprimés en monnaie locale, sont convertis en euros au taux moyen de l'année.

Les postes du bilan, à l'exception des capitaux propres et des titres consolidés sont convertis au taux en vigueur à la clôture de l'exercice ; les capitaux propres et les titres consolidés sont convertis au taux historique.

L'incidence de l'écart entre le taux moyen et le taux de clôture est inscrite en réserves de conversion.

4 - Retraitements de consolidation

Les retraitements d'harmonisation des comptes individuels des filiales consolidées sont réalisés dans les comptes consolidés.

Certaines « non-valeurs » bilantielles sont éliminées (frais d'établissement).

Les amortissements et provisions à caractère fiscal (amortissements dérogatoires et provisions réglementées) sont annulés. A ce titre, les provisions pour "risque de réassurance" à caractère fiscal constituées par les captives de réassurance (Lau Ré, MeteoRé et Intercement Reinsurance) sont annulées à hauteur de 25% de leur valeur, le solde de 75% permettant de couvrir des risques réels.

Les résultats dégagés lors de cessions réalisées à l'intérieur du groupe font l'objet d'une élimination.

5 - Immobilisations incorporelles

Frais d'établissement

Les frais d'établissement sont intégralement pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

Ecart de première consolidation

Un écart de première consolidation est dégagé par différence entre la valeur des titres d'une société acquise et la quote-part détenue par le groupe dans les capitaux propres de cette société.

L'écart de première consolidation fait l'objet d'une affectation aux éléments d'actif et de passif identifiables (écart d'évaluation) sur la base de la juste valeur. Ces écarts d'évaluation viennent minorer l'écart de première consolidation et sont amortis selon les mêmes règles que les biens acquis de même nature. Les écarts d'évaluation concernent essentiellement des sociétés immobilières, les actifs de ces dernières étant évalués sur la base d'expertises immobilières ou en fonction de la rentabilité dégagée immeuble par immeuble.

L'écart résiduel (écart d'acquisition) fait l'objet d'un amortissement propre à chaque acquisition, sur une durée n'excédant pas 20 ans.

Dans le cas où la valeur économique de l'écart d'acquisition n'apparaît plus justifiée (arrêt de l'activité ou faible rentabilité d'une filiale), il peut faire l'objet d'un amortissement exceptionnel.

Autres immobilisations incorporelles

Lors de l'acquisition de titres de points de vente portant l'une des enseignes du groupement des Mousquetaires et destinés à être recédés, la différence entre le prix d'acquisition des titres et leur valeur calculée selon les normes d'évaluation propres au Groupement des Mousquetaires est assimilée à une surcoût (surcoût) et comptabilisée en immobilisation incorporelle.

Ce surcoût est amorti linéairement sur 10 ans prorata temporis.

6 - Immobilisations corporelles

Valeurs brutes

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur prix de revient d'origine. L'effet des réévaluations à caractère fiscal dans les comptes sociaux de certaines filiales (Portugal) est éliminé en consolidation.

Amortissements

Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire et d'après les durées d'utilité des biens. Les durées d'amortissement pratiquées par les différentes sociétés du Groupe peuvent se résumer ainsi :

	Durées
Constructions	
Constructions proprement dites	15 à 30 ans
Agencements et installations	10 à 15 ans
Installations techniques	5 à 20 ans
Matériel et outillage	
Matériel de manutention	5 à 8 ans

Matériel de stockage	8 à 10 ans
Autres immobilisations	
Matériel de transport	8 à 10 ans
Matériel de bureau	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

Immobilisations acquises en vertu d'un contrat de crédit-bail ou de location financement

Les immobilisations acquises en vertu d'un contrat précité sont comptabilisées à l'actif pour leur prix de revient au moment de l'acquisition et amorties selon les durées ci-dessus. La dette correspondant à ce mode de financement est inscrite au passif.

Tous les contrats de crédit-bail significatifs font l'objet de ce retraitement.

Il en est de même pour les opérations de « sale and lease-back », celles-ci faisant l'objet d'une élimination dans les comptes consolidés.

Immobilisations mises à la disposition de clients par contrat de crédit-bail

Les immobilisations mises à la disposition de clients par contrat de crédit-bail, sont retirées de l'actif et les amortissements sont annulés. La créance financière correspondante est inscrite à l'actif. Une seule société du Groupe pratique cette activité au profit des points de vente.

Dépréciations

Les immeubles sont valorisés par une expertise immobilière ou selon la méthode de la valeur de rendement. En cas de moins-value représentant plus de deux ans d'amortissement, une dépréciation est constatée à hauteur de la moins-value latente constatée.

7 - Immobilisations financières

Les titres de participations des sociétés non consolidées sont comptabilisés au coût historique d'achat ou à la valeur d'entrée lorsqu'il s'agit d'une souscription au capital d'une nouvelle société.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire s'avère inférieure au prix d'acquisition.

La valeur d'inventaire s'apprécie notamment par rapport à la valeur probable de revente (cas de titres détenus temporairement), par rapport à une valorisation de la société établie au moyen de la méthode des flux de trésorerie actualisés ou par rapport à la quote-part de capitaux propres après prise en compte des plus ou moins-values latentes notamment lorsqu'il s'agit de sociétés immobilières.

8 - Valeurs d'exploitation

Marchandises

Les stocks de marchandises sont évalués au dernier prix d'achat (net de ristournes) connu, ce qui, compte tenu de la rotation rapide des stocks, est équivalent à la méthode « premier entré, premier sorti ». Ils sont, le cas échéant, ramenés par voie de dépréciation à leur valeur de marché à la date de clôture de l'exercice. De même, une provision pour dépréciation est constatée, si besoin est, en fonction des durées de rotation de chaque référence de stock.

Produits finis

Les stocks fabriqués par le Groupe sont évalués au plus bas du prix de revient ou de la valeur nette de réalisation. Les prix de revient comprennent les coûts des matières et de la main d'œuvre de production ainsi que les autres frais directement rattachables à la fabrication sur la base du niveau d'activité normale.

Créances clients

Elles sont évaluées à leur valeur nominale et sont, le cas échéant, dépréciées en fonction des risques de non-recouvrement.

9 - Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont évaluées au prix d'achat ou au prix du marché si ce dernier est inférieur.

Etant remboursables sans préavis et faisant partie de la gestion de trésorerie du Groupe, les découverts bancaires sont déduits de la trésorerie pour déterminer la trésorerie sur le tableau des flux de trésorerie.

10 - Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe une obligation légale, réglementaire ou contractuelle à l'égard de tiers et que le risque, nettement précisé quant à son objet, est rendu certain ou probable et qu'il peut être estimé de manière suffisamment fiable.

11 - Retraites et engagements assimilés

Conformément à la possibilité offerte par la réglementation française, le groupe a décidé de ne pas appliquer la méthode de référence et de ne pas provisionner les engagements de retraite et autres avantages au personnel.

Afin d'assurer une homogénéité de traitement à l'ensemble des sociétés françaises comprises dans le périmètre de consolidation, l'ensemble des provisions constatées à ce titre dans les comptes individuels est éliminé dans les comptes consolidés.

Une évaluation actuarielle des engagements est réalisée pour les sociétés françaises représentant la part la plus significative des effectifs selon des modalités décrites dans la Note 27 : « Evaluation des Engagements de Retraite ». Le calcul a été établi conformément aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires suite à la mise à jour par l'ANC de sa recommandation n° 2013-02.

Les engagements de retraite de l'exercice ont été calculés en tenant compte des modifications apportées par la Loi de Finance Rectificative de la Sécurité Sociale pour 2023 sur l'âge de départ à la retraite.

12 - Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du groupe intègre les ventes de marchandises réalisées notamment auprès de sociétés exploitant des points de vente aux enseignes du Groupement des Mousquetaires, les revenus locatifs et diverses prestations de services, dont des prestations de coopérations commerciales, facturées par les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

Le fait générateur retenu pour la comptabilisation du chiffre d'affaires est, sauf cas particulier, la livraison pour l'activité de ventes de marchandises et la réalisation de la prestation pour l'activité de services.

Les coopérations commerciales sont évaluées sur la base des contrats signés avec les fournisseurs et donnent lieu en cours d'année à la facturation d'acomptes. Lors de chaque clôture, les prestations

commerciales réalisées sont évaluées et donnent lieu à l'établissement de factures à établir ou d'avoirs à émettre.

13 - Produits et charges exceptionnels

Le Groupe applique le règlement de l'ANC n°2014-03 pour établir les comptes individuels des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation. Ce règlement précise la nature des charges et produits à porter en résultat exceptionnel. Le Groupe ne procède pas à des reclassements au sein du compte de résultat de nature à modifier les classements comptables opérés dans les comptes individuels.

Les différences entre le résultat exceptionnel des comptes consolidés et le cumul des résultats exceptionnels des comptes individuels résultent de l'élimination des flux intra-groupe tels que les abandons de créances, de l'élimination des provisions règlementées et des ajustements provenant du processus de consolidation.

14 - Impôts sur les résultats

La charge d'impôt sur les résultats correspond à l'impôt exigible de chaque société consolidée, corrigé des impôts différés. Ceux-ci apparaissent dès lors qu'il existe une différence entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif.

Les impôts différés sont constatés suivant la méthode du report variable sur toutes les différences temporaires existantes (participation des salariés, organic, ...).

L'appréciation du solde d'impôt différé est faite société par société.

Les reports déficitaires peuvent faire l'objet d'un calcul d'impôt différé actif lorsque les perspectives de récupération à moyen terme sont favorables.

Au bilan, les impôts différés sont présentés à l'actif et au passif après compensation effectuée par entité fiscale.

15 – Intégration fiscale

La Société Civile des Mousquetaires, filiale de la société consolidante Les Mousquetaires S.A.S., a constitué en 2011 un groupe d'intégration fiscale. Le périmètre de ce groupe comporte 190 sociétés, dont 109 sociétés consolidées et intégrées globalement. La convention signée avec ces entités prévoit que l'intégration au Groupe Fiscal ne doit "ni avantager ni léser les filiales". Les filiales considérées se trouvent donc dans une situation comparable à celle qui aurait été la leur en l'absence d'intégration.

Un avenant à la convention d'intégration a toutefois introduit une dérogation temporaire aux principes généraux et réalloue aux filiales ayant bénéficié d'un abandon ou d'une subvention à caractère financier, la part de l'économie d'impôt réalisée par le groupe fiscal sur la neutralisation de cet abandon, plafonné à hauteur de l'impôt dû par chaque fille concernée. En cas de déneutralisation ultérieure au sein de l'intégration, cette réallocation partielle du boni d'intégration devra être restituée par la fille.

En conséquence, les entités intégrées fiscalement présentent un compte courant envers la Société Civile des Mousquetaires en lieu et place de créances ou dettes vis-à-vis de l'Etat.

16 - Engagements financiers – Instruments financiers

Le Groupe est susceptible de recourir à des instruments financiers dérivés afin de se protéger :

- ✓ des variations de taux d'intérêts sur certains emprunts bancaires à taux variables

- ✓ des fluctuations de marché pour l'achat de certaines matières premières entrant dans le cycle de production d'usines du Groupe
- ✓ ainsi que des fluctuations des devises notamment pour l'activité d'achat de pétrole.

Le Groupe comptabilise ces instruments en opérations de couverture telles que définies par le Plan Comptable Général (Section 8, Art 628-1 et 628-18).

Le détail des instruments financiers contractés est donné dans la note 28 "Instruments financiers dérivés".

17 – Evènements significatifs de l'exercice

L'année 2023 a été riche en opérations de croissance externe et de prise de parts de marché.

Le 3 janvier, le Groupement des Mousquetaires a fait l'acquisition du groupe Mestdagh en Belgique. Cette acquisition, vient renforcer le réseau Intermarché dans ce pays, avec la reprise de 87 supermarchés et d'un entrepôt logistique exploité par la société Superlog à Gosselies.

Le 25 mai, un protocole a été signé pour la reprise de points de vente sous enseigne Casino par vagues successives. Le 29 septembre a été réalisée l'acquisition immédiate des points de vente de la liste A1 (61 points de vente) et la reprise de 49% des points de vente de la liste A2 (72 points de vente). La reprise des points de vente d'une troisième liste était également prévue, à la main de Casino. Le protocole prévoit également le renforcement des partenariats commerciaux entre le Groupement des Mousquetaires et Casino.

Le 28 septembre, Le Groupement des Mousquetaires a fait l'acquisition du groupe Tridôme, acteur dans le bricolage, reprenant ainsi 10 points de vente et 3 jardineries.

Pour réaliser ces opérations et faire face aux tombées d'emprunts prévues pour un montant d'environ 300 millions d'euros, le groupement a souscrit pour environ 740 millions d'euros de nouveaux emprunts dont 210 millions d'euros de dette privée, 400 millions d'euros de tirages (dont 300 millions d'euros sur une nouvelle ligne de crédit de 600 millions d'euros négociée en septembre) et une augmentation d'environ 130 millions d'euros de l'encours de dettes court terme (NEU CP).

Les effets du plan d'accompagnement individuel (P.A.I) pour la destruction des flottes de pêche maritimes affectées par les conséquences du Brexit ont été enregistrés dans les comptes de l'exercice avec un impact positif en exceptionnel de 5,4 millions d'euros.

18 – Evènements postérieurs à la clôture

Le 4 janvier, les titres de la société Délices de Saint Léonard, détenus par Agromousquetaires, ainsi que l'immobilier du site de Theix, propriété de Immo Amont, ont été cédés au groupe LDC.

Le 12 janvier 2024, suite aux difficultés économiques importantes rencontrées par la société BRICOPRIVÉ, la Direction a soumis à la consultation du CSE des projets portant sur une cessation d'activité de la société BRICOPRIVÉ, la fermeture du site d'Eurocentre et la recherche d'un repreneur et un plan de licenciement pour motif économique et de sauvegarde de l'emploi.

Le 24 janvier, Le Groupement des Mousquetaires et Casino ont fait aboutir les négociations entamées en décembre pour la reprise de magasins supplémentaires, au nombre de 164, et répartis sur l'ensemble des régions françaises. Ces rachats, qui se réaliseront en trois vagues en avril, mai et juin 2024, permettront de gagner entre 1,2 et 1,5 point de part de marché alimentaire.

NOTE 1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

1 - Analyse par nature

(en milliers d'euros)

	2023			2022
	Valeurs brutes	Amort. Et Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Concessions, brevets	834 262	(609 985)	224 277	249 692
Fonds commerciaux	15 755	(9 393)	6 362	5 421
Avances, acomptes, autres immobilisations incorporelles (1)	1 661 137	(1 233 462)	427 675	345 864
Totaux	2 511 155	(1 852 841)	658 314	600 976
(1) Dont surcoûts points de vente	1 404 552	(1 223 407)	181 145	120 134

2 - Variation des immobilisations incorporelles brutes

(en milliers d'euros)

	2022	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre et autres	2023
Concessions, brevets	736 747	12 780	(19 127)	103 863	834 262
Fonds commerciaux	18 840		(7 422)	4 338	15 755
Avances, acomptes, autres immobilisations incorporelles (1)	1 559 544	205 442	(544)	(103 304)	1 661 137
Totaux (1)	2 315 130	218 222	(27 094)	4 896	2 511 155
(1) Dont surcoûts points de vente	1 327 095	81 349		(3 892)	1 404 552

3 - Variation des amortissements et dépréciations

(en milliers d'euros)

	2022	Dotations	Reprises	Autres mvts	2023
Concessions, brevets	(487 055)	(140 946)	111	17 904	(609 985)
Fonds commerciaux	(13 419)	(1 029)	4 456	599	(9 393)
Avances, acomptes, autres immobilisations incorporelles (1)	(1 213 680)	(32 595)		12 813	(1 233 462)
Totaux (1)	(1 714 154)	(174 569)	4 567	31 315	(1 852 841)
(1) Dont surcoûts points de vente	(1 206 961)	(28 988)		12 542	(1 223 407)

NOTE 2 - ECARTS DE PREMIERE CONSOLIDATION

(en milliers d'euros)

	2023			2022	
	Valeurs brutes	Amort.	Dépréciation	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Ecarts d'acquisition	1 307 100	(752 181)		554 919	340 716
Ecarts affectés en immobilisations incorporelles	17 024	(600)	(3 972)	12 452	12 768
Ecarts affectés en immobilisations corporelles	187 465	(78 768)	(5 386)	103 311	112 279
Totaux	1 511 590	(831 549)	(9 358)	670 682	465 762

ANALYSE DE LA VARIATION DES ECARTS D'ACQUISITION

(en milliers d'euros)

Valeur brute 2022	1 050 607
Entrées de périmètre (1)	313 025
Autres variations (2)	(56 532)
Valeur brute 2023	1 307 100

(1) Les entrées de périmètre concernent :

les sociétés Mestdagh et Superlog en Belgique	235 384
la société Altrion dans le cadre du rachat du groupe Tridome	60 057
la société Intercement Insurance	12 045
des sociétés immobilières acquises en France	5 539

(2) Les autres variations principales sont :

des sorties d'écarts des foncières ayant cédé leur immobilier	(26 333)
des créations d'écarts suite aux absorptions d'entités non consolidées	5 313
des écarts générés par les participations complémentaires dans des sociétés déjà consolidées	2 453
de la sortie d'écarts des sociétés cédées ou liquidées dans l'exercice	(37 965)

NOTE 3 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

1 - Analyse par nature

(en milliers d'euros)

	2023			2022
	Valeurs brutes	Amort. Et Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Terrains	838 389	(125 164)	713 226	682 897
Constructions	3 785 676	(1 872 263)	1 913 413	1 831 204
Installations techniques	2 187 724	(1 551 921)	635 803	645 257
Autres immobilisations	883 994	(639 022)	244 972	234 562
Immobilisations en cours	422 867	(1 860)	421 006	350 971
Avances et acomptes	16 064	(96)	15 968	24 565
Totaux (1)	8 134 715	(4 190 326)	3 944 389	3 769 456
(1) dont Crédit-bail immobilier	37 739	(10 849)	26 890	28 908
Crédit-bail mobilier	90 837	(45 125)	45 712	54 431

Les biens financés en crédit-bail immobilier correspondent essentiellement à des ensembles immobiliers "points de vente".

2 - Investissements de l'exercice

(en milliers d'euros)

	Investissements 2023	Investissements 2022
Terrains	45 559	9 882
Constructions	140 455	23 298
Installations techniques	66 103	84 788
Autres immobilisations	59 196	54 217
Immobilisations en cours	298 753	283 092
Avances et acomptes	7 742	14 877
Totaux (1)	617 808	470 154
(1) dont Crédit-bail immobilier		207
Crédit-bail mobilier	12 778	20 402

3 - Variation des immobilisations brutes

(en milliers d'euros)

	2022	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre et autres	2023
Terrains	809 436	45 559	(37 980)	21 374	838 389
Constructions	3 599 317	140 455	(177 870)	223 775	3 785 676
Installations techniques	2 149 429	66 103	(202 699)	174 891	2 187 724
Autres immobilisations	813 334	59 196	(31 835)	43 300	883 994
Immobilisations en cours	352 559	298 753	(4 813)	(223 633)	422 867
Avances et acomptes	24 654	7 742	(4 788)	(11 544)	16 064
Totaux (1)	7 748 729	617 808	(459 985)	228 163	8 134 715
(1) dont Crédit-bail immobilier	40 441			(2 702)	37 739
Crédit-bail mobilier	85 550	12 778	(2 563)	(4 928)	90 837

4 - Variation des amortissements et dépréciations sur immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)

	2022	Dotations	Reprises et cessions	Variations de périmètre et autres	2023
Terrains	(126 539)	(41 810)	40 179	3 006	(125 164)
Constructions	(1 768 112)	(228 594)	168 157	(43 714)	(1 872 263)
Installations techniques	(1 504 173)	(122 722)	170 093	(95 119)	(1 551 921)
Autres immobilisations	(578 772)	(71 036)	33 850	(23 064)	(639 022)
Immobilisations en cours	(1 588)	(370)	211	(112)	(1 860)
Avances et acomptes	(89)			(7)	(96)
Totaux (1)	(3 979 273)	(464 532)	412 491	(159 011)	(4 190 326)
(1) dont Crédit-bail immobilier	(11 533)	(917)		1 601	(10 849)
Crédit-bail mobilier	(31 118)	(18 371)	2 566	1 797	(45 125)

NOTE 4 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES

(en milliers d'euros)

	2023			2022
	Valeurs brutes	Amort. et Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Titres de participations	686 352	(329 944)	356 408	115 117
Créances rattachées à des participations	944 519	(688 477)	256 042	82 496
Autres titres immobilisés	55 508	(8 230)	47 279	44 606
Autres immobilisations financières (1)	285 178	(61 569)	223 609	229 361
Totaux	1 971 557	(1 088 219)	883 338	471 579

(1) les autres immobilisations financières s'analysent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Prêts	177 572	190 599
Prêts en crédit-bail	4 948	4 107
Dépôts et cautionnements versés	25 649	23 778
Autres créances immobilisées	15 440	10 877
Totaux	223 609	229 361

NOTE 4 BIS - NATURE DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

(en milliers d'euros)

En valeur brute	Détention provisoire	Autres sociétés	TOTAL
Titres de participation (1)	478 868	207 484	686 352
Créances rattachées à des participations	469 755	474 764	944 519
	948 623	682 248	1 630 871

(1) Les titres de participation non consolidés détenus durablement correspondent principalement, d'une part aux titres de sociétés immobilières ne dépassant pas les seuils de consolidation, et d'autre part aux détentions dans des sociétés en sommeil ou en cours de liquidation.

NOTE 4 TER - ECHEANCIERS DES CREANCES ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

(en milliers d'euros)

	moins d'un an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Totaux
Créances rattachées à des participations	863 911	80 541	67	944 519
Autres immobilisations financières (2)	99 566	60 734	124 877	285 178
Totaux	963 477	141 276	124 944	1 229 696

(2) Les autres immobilisations financières s'analysent de la manière suivante :

	moins d'un an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Totaux
Prêts	89 951	51 821	96 021	237 794
Prêts de crédit-bail	86	2 777	2 085	4 948
Dépôts et cautionnements versés			26 529	26 529
Autres créances immobilisées	9 529	6 136	242	15 907
Totaux	99 566	60 734	124 877	285 178

NOTE 5 - TITRES MIS EN EQUIVALENCE

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Quote-Part de capitaux Propres	101 258	102 320
Quote-Part de résultat	5 491	4 877
Totaux	106 750	107 197

NOTE 6 - VALEURS D'EXPLOITATION NETTES

(en milliers d'euros)

	2023			2022
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Marchandises	1 791 800	(63 232)	1 728 568	1 684 706
Produits finis	327 729	(7 527)	320 202	300 703
Matières premières et approvisionnements	229 466	(4 624)	224 842	227 982
En-cours de production et services	36 285	(301)	35 984	24 986
Totaux	2 385 280	(75 684)	2 309 596	2 238 377

NOTE 7 - CREANCES D'EXPLOITATION NETTES

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Créances clients et comptes rattachés	3 277 446	2 628 603
Avances et acomptes versés	426 690	390 614
Créances personnel et organismes sociaux	5 483	4 364
TVA à récupérer et crédits de TVA	251 819	272 093
Totaux	3 961 438	3 295 674

NOTE 8 - AUTRES CREANCES NETTES

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Impôts sur les sociétés	23 133	69 029
Impôts différés actif	115 543	117 280
Créances diverses (1)	85 017	178 581
Ecart de conversion actif	2 072	17 040
Charges constatées d'avance	92 341	100 829
Instruments financiers de couverture	1 208	298
Différence d'évaluation sur instruments financiers	7 220	1 546
Totaux	326 534	484 603

A l'exception des impôts différés actif, les créances d'exploitation sont considérées comme ayant une échéance à moins d'un an.

(1) les créances diverses regroupent :

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Comptes courants	9 333	21 964
Débiteurs divers	62 983	141 883
Créances sur cessions d'immobilisations	1 422	1 608
Créances sur cessions de titres	7 581	9 620
Capital appelé non versé		1
Subventions à recevoir	3 698	3 505
Totaux	85 017	178 581

NOTE 8 BIS - ANALYSE DES IMPOTS DIFFERES - ACTIF

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Différences temporaires	38 628	42 454
Retraitement du crédit-bail	(73)	(431)
Retraitement d'homogénéisation	62 524	63 043
Eliminations opérations et provisions internes	14 482	12 211
Compensation actif / passif	(17)	4
Totaux	115 543	117 280

NOTE 9 - TRESORERIE

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Valeurs mobilières de placements (1)	367 018	130 016
Comptes financiers non bloqués	777 220	1 062 113
Comptes financiers bloqués (2)	155 886	229 719
Intérêts courus à recevoir	6 375	5 511
Caisse	4 279	4 333
Totaux	1 310 778	1 431 692

(1) Certificats, SICAV de trésorerie et obligations convertibles.

(2) Dépôts à terme

NOTE 10 - INTERETS MINORITAIRES

La variation des intérêts minoritaires s'analyse ainsi :

(en milliers d'euros)

Au 31 Décembre 2022	165 804
Résultat de l'exercice	12 916
Souscription aux augmentations de capital (1)	4 562
Distribution de dividendes des filiales	(5 264)
Variation de l'écart de conversion	1 249
Variation de périmètre (2)	240
Au 31 Décembre 2023	179 507

(1) Il s'agit à hauteur de 4 579 milliers d'euros de l'impact de l'entrée de minoritaires dans le capital d'Alcapredial via la souscription à des augmentations de capital. Leur pourcentage de détention est désormais de 79,3%.

(2) Les variations de périmètre concernent pour un montant de 240 milliers d'euros l'entrée de périmètre de la société Delinter détenue à 50% hors du groupe.

NOTE 11 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers d'euros)

1 - Variation des provisions

	2022	Dotations	Reprises	Autres mvts	2023
Provisions pour risques	193 976	105 241	(98 942)	9 028	209 303
Provisions pour impôts	2 132		(1 920)		213
Autres provisions pour charges (1)	477 737	138 706	(169 360)	77 022	524 105
Totaux	673 846	243 947	(270 222)	86 050	733 621
(1) dont provisions pour sinistre à payer	32 433		(2 136)		30 297

2 - Analyse des reprises de provisions

	Reprises	Utilisées	Devenues sans objet
Provisions pour risques	(98 942)	(63 107)	(35 835)
Provisions pour impôts	(1 920)	(1 834)	(85)
Autres provisions pour charges	(169 360)	(92 843)	(76 517)
Totaux	(270 222)	(157 785)	(112 437)

NOTE 12 - EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

1 - Evolution des emprunts et dettes

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Emprunts obligataires	617 015	719 566
Dettes envers des établissements de crédits (1)	1 395 135	1 008 627
Neu CP	775 337	646 500
Dettes sur crédit-bail	53 691	62 442
Totaux	2 841 177	2 437 135
(1) dont Emprunts	1 170 946	794 995
dont Découverts bancaires	224 189	213 632

2 - Echancier des emprunts et dettes

(en milliers d'euros)

	moins d'un an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Totaux
Emprunts obligataires	162 065	254 950	200 000	617 015
Dettes envers des établissements de crédits (1)	678 302	712 968	3 865	1 395 135
Neu CP	775 337			775 337
Dettes sur crédit-bail	18 340	31 765	3 586	53 691
Totaux	1 634 044	999 683	207 451	2 841 177
(1) dont Emprunts	454 113	712 968	3 865	1 170 946
Découverts bancaires	224 189			224 189

NOTE 12 BIS - VENTILATION DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

1 - Par devises

(en milliers d'euros)

	Euro	Autres	Totaux
Emprunts obligataires	617 015		617 015
Dettes envers des établissements de crédits	1 394 633	502	1 395 135
Neu CP	775 337		775 337
Dettes sur crédit-bail	53 084	607	53 691
Totaux	2 840 068	1 109	2 841 177

2 - Par type de taux

(en milliers d'euros)

	Taux fixe	Taux variable	Totaux
Emprunts obligataires	463 098	153 917	617 015
Dettes envers des établissements de crédits	468 666	926 469	1 395 135
Neu CP	775 337		775 337
Dettes sur crédit-bail	43 357	10 334	53 691
Totaux	1 750 457	1 090 720	2 841 177

NOTE 13 - AUTRES DETTES FINANCIERES

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Participation des salariés	1 054	1 086
Dépôts et cautionnements reçus	37 498	34 074
Autres dettes financières	1 163 832	887 157
Totaux	1 202 384	922 317

NOTE 14 - DETTES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Avances et acomptes reçus	295 723	299 952
Fournisseurs et comptes rattachés	4 200 095	3 817 915
Dettes fiscales et sociales	1 196 147	1 043 236
Totaux	5 691 965	5 161 103

NOTE 15 - AUTRES DETTES

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Dettes sur immobilisations	83 960	85 342
Impôts sur les sociétés	9 349	7 741
Impôts différés passif	115 998	124 403
Ecarts de conversion passif	9 882	1 637
Instrument financier de couverture - passif	6 094	
Différence d'évaluation sur instrument financier	50	17 496
Produits constatés d'avance	53 869	58 430
Autres dettes	213 663	214 200
Totaux	492 866	509 250

NOTE 16 - ANALYSE DES IMPOTS DIFFERES - PASSIF

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Différences temporaires	(17 416)	(15 041)
Provisions réglementées	45 138	49 271
Retraitement du crédit-bail	3 508	3 836
Retraitement d'homogénéisation	56 215	56 137
Impôts différés sur écarts d'évaluation	28 570	30 195
Compensation actif / passif	(17)	4
Totaux	115 998	124 403

NOTE 17 - ANALYSE DU RESULTAT D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Produits d'exploitation	41 495 643	37 934 162
Chiffre d'affaires	41 093 360	36 700 388
Production stockée, immobilisée et autres produits	46 675	78 508
Reprises de provisions, amortissements et transferts de charges	353 096	293 965
Subventions d'exploitation (1)	2 512	861 301
Charges d'exploitation	(41 035 441)	(37 634 691)
Achats et variations de stock	(29 769 954)	(27 212 576)
Autres charges d'exploitation	(10 434 879)	(9 675 711)
Dotations aux amortissements	(475 601)	(442 943)
Dotations aux provisions	(355 007)	(303 461)
Résultat d'exploitation avant dotation aux écarts d'acquisition	460 202	299 470

En 2022, le montant des subventions d'exploitation incluait la prime carburant versée par l'Etat à Pétrole à hauteur de 856 millions d'euros.

NOTE 18 - ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Ventes de marchandises et produits accessoires (1)	39 303 950	34 899 620
Loyers et refacturations de charges	187 852	176 798
Production de biens et de services	1 601 558	1 623 970
Total	41 093 360	36 700 388
(1) dont produits accessoires	2 427 271	1 983 167

NOTE 19 - MARGE COMMERCIALE

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Ventes de marchandises	39 303 950	34 899 620
Achats de marchandises nets de ristournes	(26 940 635)	(24 828 492)
Variations de stocks	(14 243)	579 349
Total	12 349 072	10 650 477

NOTE 20 - AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Services extérieurs	1 316 070	1 253 556
Autres services extérieurs	1 753 012	1 558 216
Autres charges	1 141 690	863 439
Total	4 210 772	3 675 211

NOTE 21 - FRAIS DE PERSONNEL

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Salaires	1 053 957	937 800
Charges sociales	389 352	348 930
Sous-totaux	1 443 310	1 286 730
Intéressement des salariés	39 276	32 619
Participation des salariés	8 150	5 754
Sous-totaux	47 426	38 373
Totaux	1 490 736	1 325 103

NOTE 22 - IMPOTS ET TAXES

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Droits de régie et droits sur carburants	4 569 992	4 514 629
Contribution Economique Territoriale	27 525	31 007
Autres impôts et taxes	135 854	129 761
Totaux	4 733 371	4 675 397

NOTE 23 - ANALYSE DU RESULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Produits financiers	194 165	131 690
Intérêts et produits assimilés	66 800	37 865
Reprises de provisions	93 914	47 761
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	32	1 152
Autres produits financiers	33 418	44 913
Charges financières	(363 914)	(220 023)
Intérêts sur emprunts	(102 355)	(49 972)
Intérêts sur crédit-bail	(1 483)	(1 069)
Frais bancaires	(546)	(410)
Dotations financières	(142 631)	(63 914)
Autres charges financières	(116 899)	(104 656)
RESULTAT FINANCIER	(169 749)	(88 333)

NOTE 24 - ANALYSE DU RESULTAT EXCEPTIONNEL

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Produits exceptionnels	585 383	535 854
sur opérations de gestion	34 461	19 011
sur opérations en capital	211 604	288 211
reprises de provisions et transferts de charges	339 318	228 631
Charges exceptionnelles	(609 947)	(577 180)
sur opérations de gestion (1)	(125 360)	(177 642)
sur opérations en capital	(229 184)	(243 600)
dotations aux amortissements et provisions	(255 402)	(155 937)
Résultat exceptionnel	(24 565)	(41 326)
(1) dont abandons de créances accordés aux points de vente	(82 242)	(105 634)

NOTE 25 - CHARGE FISCALE

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Impôts exigibles	24 724	21 084
Impôts individuels des sociétés intégrées	70 594	28 633
Fiscalité différée (1)	(14 445)	(6 282)
Totaux	80 873	43 435

(1) la fiscalité différée s'analyse comme suit :

	2023	2022
Harmonisation des comptes des sociétés avec les principes du Groupe	(16 010)	(7 114)
Décalage temporaire entre résultat comptable et résultat fiscal des sociétés	1 565	831
Effet du changement de taux d'impôt différé		
Totaux	(14 445)	(6 282)

NOTE 25 BIS - PREUVE D'IMPOT

(En pourcentage du résultat avant impôts, dotation aux amortissements des écarts d'acquisition et minoritaires)

	2023	2022
Résultat avant impôts, amortissement des écarts d'acquisition et minoritaires	265 888	169 812
Taux d'impôt légal France	25,00	25,00
Impôt théorique	(66 472)	(42 453)
Différences permanentes	(189 310)	35 153
Pertes reportables	(9 701)	(3 763)
Différences de taux (1)	3 058	(7 185)
Variations des Impôts Différés (2)	181 553	(25 186)
Impôt réel Groupe	(80 873)	(43 435)
Taux d'impôt effectif Groupe	30,42%	25,58%

(1) Eléments valorisés au taux réduit et écart sur les sociétés étrangères entre impôt théorique à 25% et impôt réel au taux légal local.

(2) Retraitements d'homogénéisation, différences temporaires et neutralisations d'opérations internes.

NOTE 26 - EFFECTIFS

	2023	2022
Cadres	5 012	4 632
Agents de maîtrise	4 633	4 321
Employés, ouvriers et personnel mis à disposition	18 919	18 147
Effectif global	28 564	27 099

NOTE 27 - EVALUATION DES ENGAGEMENTS DE RETRAITE

L'engagement du Groupe est évalué selon la méthode prospective des unités de crédit projetée sur les principales entités du groupe en France représentant 22 628 salariés au 31 décembre 2023 (22 399 en 2022). L'estimation prend notamment en compte la probabilité de maintien du personnel dans le Groupe jusqu'au départ en retraite, l'évolution future de la rémunération et un taux d'actualisation reflétant le taux de rendement à la date du bilan des obligations émises par des émetteurs privés de premier rang. Les principales hypothèses utilisées sont les suivantes :

	2023	2022
- mode de départ :	Volontaire	Volontaire
- âge de départ à la retraite Cadres :	65 ans	65 ans
- âge de départ à la retraite Autres :	64 ans	63 ans
- taux de progression salariale cadres :	3,00%	2,50%
- taux de progression salariale agents de maîtrise :	2,50%	2,00%
- taux de progression salariale employés :	2,00%	1,50%
- taux d'actualisation :	3,30%	3,84%
	Sensibilité +/- 50 pbs	Sensibilité +/- 50 pbs
- taux de charges sociales Cadres :	47,00%	48,00%
- taux de charges sociales Agents de Maîtrise :	42,00%	43,00%
- taux de charges sociales Employés :	38,00%	35,00%
- taux de turnover :	Table TO 2023 fonction de l'âge	Table TO 2020 fonction de l'âge
- table de mortalité	INSEE 2017-2019	INSEE 2016-2018

L'engagement calculé au 31 Décembre 2023 s'élève à 103 453 milliers d'euros (91 012 milliers d'euros au 31 décembre 2022).

Les calculs de l'engagement tiennent compte de la réforme des retraites issue de la LFRSS pour 2023, et entrée en vigueur au 1er septembre 2023. L'impact de la réforme sur le montant des engagements est une diminution de 3 497 milliers d'euros.

NOTE 28 - INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

1 - Matières premières

(en milliers d'euros)

Opération	Sous-Jacent	Maturité Moyenne Résiduelle (Années)	Valorisation
Ferme Option	ELECTRICITÉ	3	(5 366)
Ferme Option	GASOIL	1	(162)
Ferme Option	GAZ NATUREL	2	(612)

2 - Devises

(en milliers d'euros)

Opération	Sous-Jacent	Valorisation
Ferme Option	USD	(4 242) 60
Ferme Option	NOK	(265) -
Ferme Option	GBP	122 -
Ferme Option	JPY	10 -
Ferme Option	PLN	(5 863) -

3 - Taux

(en milliers d'euros)

Opération	Devise	0	Valorisation
Ferme	EUR	4	4 105
Option	EUR	2	14 028

NOTE 29 - ENGAGEMENTS DONNES

(en milliers d'euros)

Nature des engagements	Garant	Bénéficiaires	Montants
Caution bancaire	CEGC	Douanes	88 963
Garantie bancaire	Novo Banco / CA CIB	Fournisseurs et organismes publics	31 342
Garantie Maison Mère	ITM Entreprises	SG Paris	29 450
Garantie Maison Mère	ITM Entreprises	SG Paris	16 988
Garantie Maison Mère	ITM Entreprises	Douanes	362 163
Garantie Maison Mère	ITM Entreprises	Natixis, CA CIB et SG	39 000

NOTE 30 - ANALYSE SECTORIELLE

Compte tenu de l'organisation sectorielle du groupe Les Mousquetaires, les dirigeants considèrent que le groupe n'intervient que dans un secteur d'activité.

NOTE 31 - TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIEES

Aucune information particulière n'est donnée au titre des transactions conclues entre les parties liées dans la mesure où l'ensemble de ces transactions a été réalisé à des conditions normales de marché.

NOTE 32 - PERIMETRE

Raison Sociale	Siège Social	SIREN	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
Sociétés en intégration globale :				
Les Mousquetaires	75 - Paris	789 169 323	100	100
Société Civile des Mousquetaires	75 - Paris	344 092 093	94,8	94,8
ITM Entreprises	75 - Paris	722 064 102	100	94,8
ITM Equipement de la Maison	75 - Paris	323 347 872	100	94,8
Sécoïa	75 - Paris	325 867 851	100	94,8
Antartic	45 - Chateaufort sur Loire	303 937 494	100	94,8
Agromousquetaires	75 - Paris	316 742 980	100	94,8
ITM LEMI	75 - Paris	514 111 145	100	94,8
Société Vitreuse d'Abattage	35 - Vitry	775 591 563	100	94,8
ITM Digital	75 - Paris	300 286 853	100	94,8
STIME	92 - Montrouge	301 850 277	100	94,8
Société Civile du Haut Phare	75 - Paris	317 003 622	70	66,4
Les Délices du Valplessis	35 - Vitry	326 055 845	100	94,8
Traiteur de la Touques	61 - Croisilles	593 880 057	100	94,8
Le Moulin de la Chaume	07 - La Voulte sur Rhône	326 144 151	100	94,8
Les Moulins de Saint-Armel	56 - Cleugny	330 658 345	100	94,8
Antartic 2	07 - Charmes sur Rhône	339 482 945	100	94,8
Société des Eaux d'Aix les Bains	73 - Grésy sur Aix	339 347 213	100	94,8
Comi	75 - Paris	342 034 212	100	94,8
Deval	91 - Bondoufle	341 849 057	100	94,8
Les Moulins de Saint-Aubert	62 - Beuvry	344 270 210	100	94,8
Capitaine Houat	56 - Lanester	344 603 006	100	94,8
L' I.E.M	75 - Paris	334 055 647	100	94,8
Capitaine Cook	29 - Clohars-Carnoët	376 080 305	100	94,8
Banque Chabrières	75 - Paris	314 007 709	100	94,8
Artel	21 - Marsannay la Côte	319 569 976	100	94,8
Geprocot	98 - Monaco		100	94,8
ITM Achats non Marchands	75 - Paris	350 939 070	100	94,8
Pétroles et Dérivés	75 - Paris	353 597 677	100	94,8
Les Moulins de Saint-Preuil	16 - Barbezieux St Hilaire	352 681 779	100	94,8
DIS Info	92 - Montrouge	353 296 643	100	94,8
ITM Iberica	Santa Oliva (Espagne)		100	94,8
Lau Ré	Luxembourg		100	94,8
Ostrewka Sp z.o.o	Poznan (Pologne)		100	94,8
ITM Equipement de la Personne	75 - Paris	380 826 552	100	94,8
ITM Mobilité	75 - Paris	379 627 664	100	94,8
Celluloses de Brocéliande	56 - Ploermel	379 095 342	100	94,8
ITMP Portugal	Alcanena (Portugal)		100	94,8
Immo Mousquetaires Transactions	91 - Bondoufle	532 265 287	100	94,8
Bee Cloud LDA	Portugal		100	94,8
SCI Paulbat	75 - Paris	449 019 074	100	94,8
Casa por ITM	Alcanena (Portugal)		100	94,8
ITMP Automovel SA	Alcanena (Portugal)		100	94,8
Immo Mosqueteiros Portugal	Alcanena (Portugal)		100	94,8
Estener	76 - Le Havre	450 036 967	66,7	63,2
Innovation Développement	75 - Paris	617 120 373	100	94,8

Raison Sociale	Siège Social	SIREN	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
IMMO Mousquetaires	75 - Paris	323 347 880	100	94,8
Davoust Négoce	22 - Pléneuf-Val-André	877 568 899	100	94,8
Transport Davoust	22 - Pléneuf-Val-André	380 514 471	100	94,8
I.E.M Belgique	Louvain (Belgique)		100	94,8
Immo Mousquetaires Belgium	Louvain (Belgique)		100	94,8
ITM Participations	75 - Paris	305 442 790	100	94,8
Aware	Bruxelles (Belgique)		100	94,8
ITM Export	75 - Paris	803 739 911	100	94,8
La Fiee des Lois	79 - Prahecq	328 385 596	100	94,8
LUG GIE	35 - Grand Fougeray	804 389 278	100	94,8
ITM LAI	75 - Paris	514 080 837	100	94,8
ITM Alimentaire International	75 - Paris	341 192 227	100	94,8
Scapav France	75 - Paris	340 958 057	100	94,8
BP Holding	31 - L'Union	838 155 927	66	62,6
Brico Privé	31 - L'Union	788 504 629	100	62,6
Brands	31 - L'Union	804 845 527	100	62,6
Racetools	31 - L'Union	751 842 774	100	62,6
Brico Privé Espana sl	Madrid (Espagne)		100	62,6
Direction Procomarché	75 - Paris	388 557 217	100	94,8
ITM Belgium	Louvain (Belgique)		100	94,8
Laiterie St Père	44 - St Père en Retz	316 252 477	100	94,8
Fruitières de Domessin	73 - Domessin	334 805 231	100	94,8
Altrion	11 - Narbonne	431 552 397	100	94,8
SCA Auto	75 - Paris	383 542 974	100	94,8
SAS Equipement de la Maison	75 - Paris	383 527 330	100	94,8
Bonacieux Energies	75 - Paris	843 582 933	100	94,8
SCA Fruits Légumes Fleurs	75 - Paris	353 402 779	100	94,8
Hauler	67 - Dambach la Ville	915 620 330	100	94,8
ITMP Alimentar	Alcanena (Portugal)		100	94,8
Delvert	19 - Malemort sur Corrèze	676 720 147	100	94,8
Solarys	30 - Nîmes	812 333 326	100	94,8
SCI Mamet	30 - Vauvert	316 523 166	100	94,8
Base Villers le Bouillet	Villers le Bouillet (Belgique)		100	94,8
ITM Alimentaire Belgium	Louvain (Belgique)		100	94,8
Filet Bleu	29 - St Evarzec	402 224 554	100	94,8
Mikant	29 - St Evarzec	407 751 726	100	94,8
St Mamet Distribution	30 - Nîmes	920 152 493	100	94,8
Immo Aval Belgium	Louvain (Belgique)		100	94,8
Colombe Assurances	Luxembourg		100	94,8
Salaisons du Lignon	43 - St Maurice de Lignon	586 250 417	100	94,8
MeteoRé SA	Luxembourg		100	94,8
Moulin de la Marche	29 - Chateaulin	334 766 177	100	94,8
Intercement Reinsurance	Luxembourg		100	94,8
Les Délices de St-Léonard	56 - Theix	387 965 395	100	94,8
Sveltic (Claude Léger)	35 - Laille	331 760 900	100	94,8
Gâtine Viandes	35 - La Guerche de Bretagne	382 204 519	65,9	62,4
Salaisons Celtiques	56 - Le Sourn	862 500 279	100	94,8
Silve	75 - Paris	400 894 424	100	94,8
Société Charcutière de l'Odet	29 - Fouesnant	342 048 055	100	94,8
Comata	75 - Paris	389 048 059	100	94,8

Raison Sociale	Siège Social	SIREN	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
ITM Polska	Poznan (Pologne)		100	94,8
Vertumnus	75 - Paris	950 918 466	100	94,8
Superlog SA	Charleroi (Belgique)		100	94,8
Mestdagh SA	Charleroi (Belgique)		100	94,8
Delinter	Waterloo (Belgique)		60	56,9
Solupar	Alcanena (Portugal)		100	94,8
Transbase	Alcanena (Portugal)		100	94,8
Manufactures du Château	28 - Nogent le Rotrou	401 254 370	100	94,8
Manufactures du Château Entr. Adaptée	28 - Nogent le Rotrou	790 150 536	100	94,8
Fournil du Val de Loire	37 - Joué Les Tours	400 333 738	100	94,8
ITM Services Production	75 - Paris	400 096 475	100	94,8
SCA Pêche	75 - Paris	401 540 851	100	94,8
Eaux Minérales Ste Marguerite	63 - Vic-le-Comte	348 651 811	100	94,8
Alcapetro Petroleos et derivados	Alcanena (Portugal)		100	94,8
ITM Formation	75 - Paris	431 739 457	100	94,8
Académie des Mousquetaires	75 - Paris	847 839 420	100	94,8
ITM Nord (F)	80 - Chaulnes	403 326 358	100	94,8
ITM Est (F)	55 - Pagny sur Meuse	403 519 929	100	94,8
ITM Région Parisienne (F)	28 - Garancières en Beauce	403 432 925	100	94,8
ITM Ouest (F)	35 - Argentré du Plessis	403 466 550	100	94,8
ITM Centre Est (F)	01 - Beynost	403 528 177	100	94,8
ITM Sud Ouest (F)	82 - Bressols	403 388 119	100	94,8
ITM Sud Est (F)	26 - Donzère	403 535 206	100	94,8
Kerlys	56 - Locoal-Mendon	333 385 706	95,1	90,2
Société des Biscottes Faissole	04 - Annot	310 531 538	100	94,8
Saviel France	35 - Janzé	414 337 402	100	94,8
SCA Produits Régionaux Pologne	Poznan (Pologne)		100	94,8
S G E S M Vernet	07 - Pradès	776 255 846	100	94,8
Alcaprédial	Alcanena (Portugal)		78,1	74,1
Krokus	Poznan (Pologne)		100	94,8
Immo Polska	Poznan (Pologne)		100	94,8
ITM Nouvelles Régions	75 - Paris	422 987 073	100	94,8
Dalaja Sp. Zoo	Poznan (Pologne)		100	94,8
SCA Petrole Polska Sp zoo	Poznan (Pologne)		100	94,8
Compagnie de Distribution Européenne	75 - Paris	429 486 939	100	94,8
Lyana	49 - Les Ponts de Cé	424 577 989	100	94,8
Baza Poznanska	Poznan (Pologne)		100	94,8
MGI Polska	Poznan (Pologne)		100	94,8
Cornillé	35 - Cornille	429 325 285	51	48,3
S.A.V.E	35 - Cornille	421 709 494	100	94,8
Agrolog	35 - Cornille	438 360 356	100	94,8
S.V.E	35 - Cornille	440 512 655	100	94,8
SCI les Gravières	75 - Paris	394 223 986	100	94,8
Agrom Transport	35 - Vitré	751 256 454	100	94,8
Josselin Porcs Abattage	56 - Josselin	382 279 974	100	94,8
Société Briecoise d'Abattage	29 - Briec	801 960 394	100	94,8
ITM Centre-ouest (F)	16 - Anais	442 730 156	100	94,8
Oberdis	55 - Pagny sur Meuse	378 165 773	99,9	94,8
S E S de Paimpont	35 - Paimpont	441 196 383	100	94,8
SCA Pêche Bretagne Ouest	29 - Le Guilvinec	313 307 894	100	94,8

Raison Sociale	Siège Social	SIREN	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
Etablissements Amiel	11 - Trebes	601 850 100	100	94,8
ITM Alimentaire Nord	75 - Paris	452 534 472	100	94,8
ITM Alimentaire Est	75 - Paris	452 534 340	100	94,8
ITM Alimentaire Région Parisienne	75 - Paris	452 532 856	100	94,8
ITM Alimentaire Ouest	75 - Paris	452 534 415	100	94,8
ITM Alimentaire Centre-Est	75 - Paris	452 534 126	100	94,8
ITM Alimentaire Sud-Ouest	75 - Paris	452 539 679	100	94,8
ITM Alimentaire Sud-Est	75 - Paris	452 534 621	100	94,8
ITM Alimentaire Centre-Ouest	75 - Paris	452 534 241	100	94,8
CSP du Parc	75 - Paris	508 729 068	100	94,8
AgroM Services	35 - Vitré	812 532 042	100	94,8
IMC Polska	Varsovie (Pologne)		100	94,8
SCI Argent SCIE	16 - Anais	347 777 286	100	94,8
Rapid Pare Brise SAS	75 - Paris	790 354 880	100	94,8
Holding LD Belgium SPRL	Saint-Josse-ten-Noode (Belgique)		100	94,8
Rapid Auto Glas SPRL	Saint-Josse-ten-Noode (Belgique)		100	94,8
Fidemo Polska FIZ	Poznan (Pologne)		93,2	88,4
Fidemo 1 SP zoo	Poznan (Pologne)		100	88,4
Fidemo 2 SP zoo	Poznan (Pologne)		100	88,4
Fidemo 3 SP zoo	Poznan (Pologne)		100	88,4
Fidemo 4 SP zoo	Poznan (Pologne)		100	88,4
Fidemo 5 SP zoo	Poznan (Pologne)		100	88,4
Fidemo 6 SP zoo	Poznan (Pologne)		100	88,4
Bricorama France SAS	94 - Villiers sur Marne	406 680 314	100	94,8
Afer SAS	94 - Villiers sur Marne	426 580 122	100	94,8
Bricodon SAS	94 - Villiers sur Marne	393 478 227	100	94,8
Gabrielle SAS	85 - Jard sur Mer	434 046 652	100	94,8
JC Invest One	94 - Villiers sur Marne	480 648 864	100	94,8
Le Lisa Bressuirais SARL	79 - Bressuire	318 099 850	100	94,8
Leomille SARL	49 - Chemillé en Anjou	503 536 633	100	94,8
Rochefort Brico Loisirs SAS	94 - Villiers sur Marne	331 660 670	100	94,8
Bricorama Asia Ltd	Hong Kong (Chine)		100	94,8
Bricoried	67 - Sélestat	424 833 739	100	94,8
Les Comptoirs Developpement SAS	82 - Bressols	802 766 998	100	94,8
Les Comptoirs de la Bio	82 - Bressols	788 803 443	100	94,8
Immo Amont	75 - Paris	529 232 662	100	94,8
ITM Immo LOG	75 - Paris	529 220 857	100	94,8
ITM Immo LOG EM	75 - Paris	529 334 799	100	94,8
SCI Coquelicot	91 - Bondoufle	490 541 448	100	94,8
Chamalotine	35 - Argentré du Plessis	533 043 873	100	94,8
Codis	01 - Beynost	351 555 321	100	94,8
Roncelin	91 - Vert le Grand	338 175 581	100	94,8
Axis	26 - Donzère	321 046 377	100	94,8
L'immob. du Développement Urbain	91 - Bondoufle	818 781 593	100	94,8
ITM Proxi	75 - Paris	491 092 466	100	94,8
Aroumic	91 - Bondoufle	383 409 059	100	94,8
Les Passages Jean Jaures	91 - Bondoufle	514 075 704	100	94,8
Frabe	82 - Bressols	335 143 954	100	94,8
Meyron	82 - Bressols	332 538 024	100	94,8
Pierrochoux (les)	91 - Vert le Grand	402 005 730	100	94,8

Raison Sociale	Siège Social	SIREN	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
Chepar	26 - Donzère	330 084 393	100	94,8
Chemin du temps perdu	84 - Cavailon	328 760 723	100	94,8
Saint Joseph (SCI)	84 - Cavailon	327 621 918	100	94,8
Florartinaud	16 - Anais	820 510 790	100	94,8
Luxene	75 - Paris	878 892 736	100	94,8
Arcobelle	75 - Paris	880 706 015	100	94,8
ATB	91 - Bondoufle	491 238 689	100	94,8
Cofadenergie	91 - Bondoufle	513 402 800	100	94,8
Bos Vieux	91 - Vert le Grand	439 575 481	100	94,8
Cardilog	91 - Vert le Grand	920 396 371	100	94,8
Fidolog	91 - Vert le Grand	920 357 597	100	94,8
Cèze (de la)	91 - Vert le Grand	454 072 729	100	94,8
Noria (la)	91 - Vert le Grand	338 541 543	100	94,8
HM (SCI)	91 - Vert le Grand	429 601 461	100	94,8
Athanase	85 - La Guérinière	442 006 680	100	94,8
Bois (Sci du)	85 - La Guérinière	384 645 479	100	94,8
Her	85 - La Guérinière	340 720 861	100	94,8
Lehtarie	85 - La Guérinière	833 984 032	100	94,8

Sociétés en intégration proportionnelle :

Global Retail Services	Bruxelles (Belgique)		50	47,4
Infinity Advertising	75 - Paris	902 713 197	50	47,4
ErePET	61 - La Ferrière Bochart	952 967 016	50	47,4
Quarles Harris	Vila Nova de Gaia (Portugal)		50	47,4
Financière du Venay	71 - Frontenaud	378 945 596	50	47,4
Champagne Mansard Baillet	51 - Epernay	96 950 092	50	47,4
Arena	91 - Bondoufle	434 657 961	44	41,8
Prody	92 - Montrouge	842 075 244	50	47,4

Sociétés mises en équivalence :

Cardinal Participations	75 - Paris	478 355 985	11,1	10,5
OPPCI Fidemo	75 - Paris	810 594 093	11,1	10,5
Sodalis 2	91 - Bondoufle	810 956 367	11,1	10,5
Soufidemo 2019	91 - Vert le Grand	854 035 342	11,1	10,5
Fidolis 2019	91 - Vert le Grand	877 641 415	11,1	10,5
Cardilis	91 - Vert le Grand	884 832 924	11,1	10,5